

besoins et les aspirations de tous les Canadiens.

D'après la déclaration du ministre, le 7 mars 1968, le Canadien moyen et les sociétés visées avaient le droit de s'attendre à la suppression de ces surtaxes à la fin de l'année d'imposition 1969-1970 et ils ont élaboré leurs projets en conséquence. Mais on constate maintenant que le ministre des Finances a toujours la main dans les poches des Canadiens, cherchant à lui soutirer jusqu'au dernier dollar, afin de financer les dépenses outrancières du gouvernement actuel. Au cas où on aurait des doutes à ce sujet et où certains députés ne liraient pas le *hansard* aussi attentivement qu'il faudrait, pas plus tard que mardi dernier, la Chambre a adopté des crédits supplémentaires.

● (8.50 p.m.)

On nous a dit, quand nous avons voté ces \$91,206,528, que c'était un budget supplémentaire et on nous a montré entre autres qu'il y avait une augmentation d'environ \$350,000 correspondant aux frais de fonctionnement du bureau du premier ministre. Nous nous sommes aussi montrés inquiets en découvrant la somme de \$1,226,000 représentant les dépenses supplémentaires des comités du Sénat par rapport à l'an dernier. Y a-t-il quelqu'un de l'autre côté de la Chambre qui aura l'audace de se lever pour dire que le gouvernement ne gaspille pas l'argent des contribuables de façon extravagante? Non, il n'y a personne.

Monsieur «Trente-dollars», le ministre des Finances (M. Benson), au cours de sa tournée dans l'Ouest, disait volontiers à l'auditoire en déclamant sur son Livre blanc: «Un régime fiscal qui n'inspire pas de respect au public demeure lettre morte». Il semble que le gouvernement n'ait pas su obtenir le respect des Canadiens en général, puisque sa politique anti-inflationniste demeure apparemment stérile.

Lors des dernières élections, il s'est passé une chose étrange dans ma circonscription...

Une voix: En effet.

M. Crouse: Oui, j'ai été réélu. Je n'aime vraiment pas avoir de la rancune contre mes amis, dont certains se trouvent en face. Ce que je voudrais dire, monsieur l'Orateur, c'est que les libéraux ont fait paraître dans les hebdomadaires de ma circonscription des annonces se lisant ainsi: «Ne nous appelez pas des libéraux, appelez-nous des Grits.» Bon nombre de mes partisans, et le compte est là pour montrer combien ils étaient, sont venus me demander: «Qu'est-ce que cela signifie, Lloyd?». Bien entendu, monsieur l'Orateur, j'ai de la peine dans les meilleures circonstances à expliquer ce qu'il faut entendre par

[M. Crouse.]

libéraux, mais je sais maintenant ce que le terme veut dire. Ce mot est synonyme de trompeur, il implique la duperie, car les Canadiens ne peuvent croire les Grits même quand leurs paroles sont reproduites noir sur blanc dans le *hansard*.

L'engagement pris au sujet de cette mesure fiscale n'ayant pas été tenu, peut-on dès lors s'étonner de ne déclarer pour ainsi dire aucun signe de retenue dans la hausse des salaires et des prix? Il y a à peine quelques semaines, la Steel Company of Canada annonçait une augmentation de 6 p. 100 du prix de ses produits, faisant suite à une majoration de 30 p. 100 des salaires, échelonnée sur une période de trois ans. Une semaine plus tard le prix du nickel augmentait de près de 25 p. 100, tandis que d'autres hausses étaient également signalées tour à tour. Le *Financial Times* notait de son côté que le prix du cuivre avait atteint le chiffre record de 57 c. la livre sur le marché intérieur, soit une augmentation de 27 c. depuis le mois de janvier. Et le même journal écrivait par ailleurs:

L'étain, élément de solidification dans l'alliage formant le bronze, se fait, lui aussi, rare sur les marchés. Le prix actuel de \$2.05 la livre est le plus élevé enregistré depuis 1965...

Le cadmium, sous-produit du zinc, largement utilisé dans la galvanoplastie, a vu son prix augmenter pour la quatrième fois cette année pour atteindre le chiffre record de \$4 (U.S.) la livre.

Ce sont des métaux qui servent à la fabrication de nombreux produits au Canada et ces augmentations de prix se traduisent à leur tour par une hausse du prix des produits qu'on en fabrique. C'est ce qui se passe au Canada. La Commission des prix et des revenus tant vantée semble impuissante à agir en face de la marée montante des prix et des salaires. La vraie raison peut-être pour laquelle la Commission ne peut enrayer l'inflation, c'est que celle-ci était déjà déclenchée et en pleine force bien avant que la Commission soit établie. Cette poussée inflationniste ne sera que renforcée davantage par un bill de ce genre, car il continue de retirer de l'argent du secteur privé, où il pourrait être affecté à la mise en valeur de nos ressources matérielles, pour le diriger vers le secteur public où il sera gaspillé par un gouvernement prodigue.

Cette réaction est évidente dès qu'on voit les chiffres du chômage au Canada pour le mois d'octobre: 5.3 p. 100 de la population active était en quête de travail. Je voudrais savoir quel chiffre on devra atteindre avant que le premier ministre et ses collègues ne s'écrient: Eureka, l'Utopie est là! Quel est ce pourcentage fatidique: 7 p. 100, 8 p. 100, 10 p. 100? Il serait intéressant de le savoir.

Les projets actuels du gouvernement, comme le bill en fait foi, nécessiteront une